

1984-0626-0002a-2

26/6/1984

AFP.

4 0052 DIDL FRA

GEN

31650 264 412 ROU I

LIBAN-DISPARUS; FLT1

JOURNÉE D'INFORMATION À PARIS SUR LES DISPARUS AU LIBAN.

PARIS, 26 JUIN (AFP) - DEUX MILLE ONZE (2.011) PALESTINIENS ET LIBANAIS SONT PORTÉS DISPARUS DU FAIT DES "FORCES LIBANAISES" (MILICES CHRÉTIENNES); ALORS QUE 1.100 PERSONNES SONT EN ETAT D'ARRESTATION AUX MAINS DE L'ARMÉE LIBANAISE; DEPUIS L'ÉLECTION DU PRÉSIDENT AMINE GEHAYEL À LA PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE; EN SEPTEMBRE 1982; ONT INDIQUÉ MARDI À PARIS LES ORGANISATEURS D'UNE JOURNÉE D'INFORMATION SUR LES DISPARUS AU LIBAN.

CETTE JOURNÉE A ÉTÉ ORGANISÉE; À L'INITIATIVE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME (FIDH); DU "CENTRE INTERNATIONAL D'INFORMATION SUR LES DÉTENUÉS PALESTINIENS ET LIBANAIS" ET DU "COMITÉ DES PARENTS DES DISPARUS; DÉTENUÉS ET ENLEVÉS AU LIBAN"; AFIN DE BRISER; SELON L'EXPRESSION D'UN DES ORGANISATEURS; "LE MUR DU SILENCE ET D'INDIFFÉRENCE" DES AUTORITÉS LIBANAISES ET DE L'OPINION INTERNATIONALE SUR LE SORT DES DISPARUS PALESTINIENS ET LIBANAIS.

SELON LE DÉLÉGUÉ DE LA FIDH; "CES ENLÈVEMENTS SONT RAREMENT POLITIQUES; N'OBÉISSENT PAS À UNE VOLONTÉ DE REPRESSION POLITIQUE OU À UN IMPÉRATIF D'ÉCHANGES ÉVENTUEL; MAIS AU DÉSIR DE METTRE EN CONDITION LA POPULATION MUSULMANE ET NON LIBANAISE".

À PROPOS DES DÉTENUÉS; QUI FONT L'OBJET DEPUIS QUELQUES MOIS DES VISITES DU CICR; (CROIX ROUGE INTERNATIONALE); LES ORGANISATEURS ONT INDIQUÉ QUE LE MOUVEMENT "AMAL" DÉTIENT 47 COMBATTANTS DES "FORCES LIBANAISES" ET LE PARTI SOCIALISTE PROGRESSISTE DU CHEF DRUZE WALID JOUMBLATT "QUELQUES DIZAINES"; ALORS QUE; SELON LA FIDH; LES MILICES CHRÉTIENNES LUI ONT DÉCLARÉ DÉTENER 60 DÉTENUÉS "POLITIQUES" ET 60 DE "DROIT COMMUN".

SUIVRA.....RM

31659 205 412 RCN I

REF: DIP: FRA GEN
LIBAN-DISPARUS: FLT2-DER
JOURNÉE D'INFORMATION À PARIS

PARIS - DANS SON INTERVENTION, ME SINANE BARRAGE, UN DES AVOCATS DES FAMILLES DES DISPARUS, A ACCUSÉ LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE LIBANAISE D'AVOIR DÉLIVRÉ AUX OFFICIERS DE L'ARMÉE LIBANAISE DES MANDATS D'ARRÊTS "SIGNER EN BLANC", QU'ILS REMPLISSAIENT, A-T-IL DIT, APRÈS AVOIR PROCÉDÉ À L'ARRESTATION DES PERSONNES QU'ILS DÉSIRAIENT.

UN OBSERVATEUR D'AMNESTY INTERNATIONAL A ASSISTÉ À CETTE RÉUNION D'INFORMATION QUI S'EST DÉROULÉE AU PALAIS DU LUXEMBOURG, SIÈGE DU SÉNAT FRANÇAIS.

LE COMITÉ DES PARENTS DES DISPARUS ÉTAIT REPRÉSENTÉ PAR TROIS FEMMES: MME NADDAD HALWANI, ENSEIGNANTE, DONT LE MARI, UN RESPONSABLE DE L'ORGANISATION DE L'ACTION COMMUNISTE AU LIBAN (OACL) A ÉTÉ ENLEVÉ À SON DOMICILE, EN SEPTEMBRE 1982, PAR DES INSPECTEURS DES RENSEIGNEMENTS MILITAIRES, AINSI QUE MME MARCELLE ABDEL SAMAD ET MOUNA SANDIQ, DONT LES FRÈRES ONT ÉTÉ ENLEVÉS PAR LES MILICES CHRÉTIENNES.

LA FIDH, QUI A NEGOCIÉ LA LEVÉE DU BLOCUS DE LA CITÉ CHRÉTIENNE DE DEIR EL KAHARI EN SEPTEMBRE 1983, ASSIÉGÉ PAR LES DRUZES, AVAIT ÉTÉ, RAPPELLE-T-ON, VIVEMENT CRITIQUÉE PAR LES "FORCES LIBANAISES" À LA SUITE DE LA PUBLICATION EN JANVIER DERNIER D'UN RAPPORT SUR LES DISPARUS LIBANAIS ET PALESTINIENS AU LIBAN.